

La mémoire du Travail

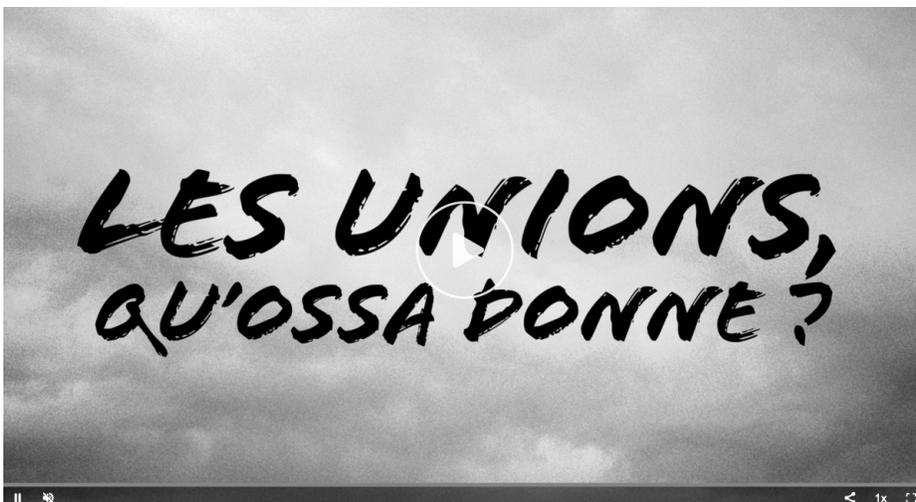
Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 8, no 1 | Hiver - Printemps 2022

1921-2021

Les 100 ans de la CSN

À l'occasion de son centième anniversaire, la Confédération des syndicats nationaux (née sous le nom de Confédération des travailleurs catholiques du Canada) a produit un documentaire à caractère historique intitulé « Les unions quossa donne? »

Constitué d'archives et d'entrevues avec des sociologues et des historiens de renom, le document audio-visuel, réalisé par Hélène Choquette, revisite les grandes luttes qui ont marqué l'histoire de la centrale de sa fondation à aujourd'hui.



On peut trouver ce document visuel sur <https://savoir.media/series/les-unions-quossa-donne>

SOMMAIRE

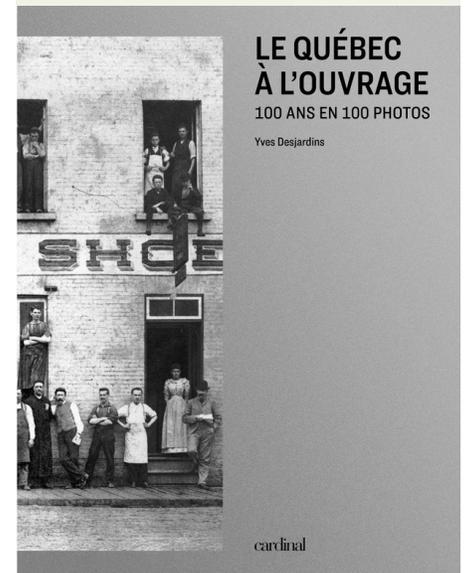
Les 100 ans de la CSN	1
Le Québec à l'ouvrage	1
Nancy Neamtam	2
Fonds Chantier de l'économie locale	2 - 3
Osvlado Nunez	3
Jacques Rouillard sur Ferrisoon	3
L'Union internationale des employés de bureau	4

Le Québec à l'ouvrage

100 ans en cent photos

En plus d'un siècle d'existence, la Confédération des syndicats nationaux a constitué un impressionnant fonds d'archives qui témoigne du rôle joué par le mouvement ouvrier dans l'histoire du Québec et du Canada. Écrit par Yves Desjardins, « Le Québec à l'ouvrage », paru aux éditions Cardinal, retrace à travers 100 documents remarquables le parcours des gens qui ont façonné notre société.

Historien de formation, Yves Desjardins a travaillé comme journaliste à Radio-Canada pendant plus de trois décennies. Il est récipiendaire du Prix Robert-Prévost remis par la Société historique de Montréal.



editions-cardinal.ca/livres/histoire/le-quebec-a-l-ouvrage-15156

Nancy Neamtan

Dirigeante du Chantier de l'économie sociale, de sa fondation en 1999 jusqu'en 2016. Nancy Neamtan avait participé à la fondation et à la direction de divers organismes communautaire de la région de Montréal, notamment le Programme économique de Pointe Saint-Charles, l'Institut de formation en développement économique communautaire et Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal (RÉSO). Elle nous dit ici l'importance de la préservation des sources documentaires témoins du développement.

« Pour ceux et celles qui se sont impliqués dans ce mouvement de démocratisation économique, les grands moments et les réalisations les plus importantes restent gravés dans notre mémoire collective. Mais il y a aussi de grands pans qu'on a oublié depuis longtemps. Et pourtant ils ont toute leur importance si on veut comprendre comment on a réussi à avancer dans un monde dominé par une pensée unique en matière d'économie et finance.

« Car nos réussites en matière d'économie sociale n'ont pas été le résultat de l'action spontanée. Elles ont été forgées à travers des débats animés, des collaborations parfois inattendues, des obstacles à franchir et des enjeux à clarifier. Ce sont justement ces éléments de l'histoire qu'on a tendance à oublier. Pourtant ce sont ces moments dans la construction du mouvement qui sont, à certains égards, les plus importants si nous voulons tirer des leçons du passé pour construire l'avenir.

« Dans ce contexte, le travail réalisé par le CHAT à mettre de l'ordre et rendre accessible les archives du Chantier de l'économie sociale prend toute son importance. »



Fonds Chantier de l'économie sociale — P46

nouveau fonds d'archives

Le fonds Chantier de l'économie sociale-P46 récemment acquis par le Chat constitue un ajout important à sa collection documentaire, et ce tant par son volume que par la variété des documents qui le compose. Traité avec la collaboration financière de BAnQ, il arrive à temps pour célébrer le 25^{ième} anniversaire de la fondation du Chantier.

Désormais disponible à la communauté, ce fonds documentaire fera office de passage obligé à toutes recherches portant sur le développement de l'économie sociale au Québec. De plus, les chercheurs pourront y trouver quantité de documents antérieurs à la création de l'organisme relatant les discussions tenues entre les différents acteurs politiques, économiques et sociaux ayant mené à la création de cet organisme.

Osons l'avenir

La tenue du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996 a été un moment fondateur au cours duquel les acteurs de la société québécoise ont reconnu l'apport de l'action collective à la structure socio-économique du Québec. Des documents fondateurs, dont le rapport phare 'Osons la solidarité' font partie de ces dossiers.

Comme le Chantier de l'économie sociale s'est impliqué dans de nombreux secteurs de la vie sociale et politique au Québec, le fonds contient de très nombreux documents qui témoignent des relations entre le Chantier et le mouvement communautaire, coopératif et entrepreneurial. Ces documents permettent de voir son implication dans différents domaines tels: le développement du réseau des Centre de la petite enfance,

aussi bien que dans les domaines de l'aide domestique et de la culture.

Entrepreneuriat collectif et développement régional

Les documents du fonds relatent également la mise en place d'un écosystème de soutien à l'entrepreneuriat collectif, notamment avec la création d'un premier fonds d'investissement dédié exclusivement aux entreprises collectives en 1997, le RISQ (Réseau d'investissement social du Québec). On y découvre des innovations financières, dont la création en 2007 d'un fonds de « capital patient », la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

Le fonds démontre l'engagement du Chantier dans le développement des régions, à travers sa participation à des comités d'orientation régionaux et au développement d'initiatives locales. Un réseau de pôles régionaux en économie sociale, des lieux de concertation et d'action, s'est construit à partir de 1997.

La vaste correspondance fait état des relations du Chantier avec les différents paliers de gouvernements: fédéral, provincial, municipal et des premières nations. Les processus de dialogue ont mené à la construction de nombreuses politiques publiques qui sont encore en vigueur aujourd'hui.

De très nombreux documents contenus dans le fonds permettent d'informer sur les activités courantes du Chantier, on trouve ainsi l'ensemble des procès-verbaux des assemblées générales, des comités exécutifs et des comités d'administration témoignant de l'évolution de l'organisme.

Suite à la page 3

Oswaldo Nunez

Fonds P41: 1954-2016, 9 m. de documents textuels et iconographiques.

Oswaldo Nunez avocat, militant syndical et politique au Chili, gagne le Québec suite au coup d'état militaire contre le gouvernement Allende. À compter de 1974, il devient conseiller syndical membre de l'exécutif du Conseil du Travail de Montréal et président du comité des travailleurs immigrants de la FTQ. En 1993, il est élu député fédéral du Bloc Québécois dans la circonscription de Bourassa, le premier député d'origine latino-américaine élu au Canada. En 2004, Oswaldo Nunez poursuit son engagement communautaire au sein de l'Association québécoise de défense collective des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) à titre de président de la section Ahuntsic-Saint-Laurent.

Le fonds contient la documentation conservée lors de son emploi comme conseiller syndical du Syndicat des travailleurs unis de l'électricité (TUE-FTQ), membre du conseil général de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) et membre de l'exécutif du Conseil du Travail de Montréal. On y trouve en plus des dossiers mis en réserve lors de son mandat de député fédéral et porte-parole de l'opposition officielle en matière de citoyenneté et d'immigration et chargé de la vice-présidence du comité sur l'immigration de la Chambre des communes. Une documentation abondante accumulée alors qu'il était juge administratif du Conseil des services essentiels du Québec est contenue dans les fonds. Son engagement militant est illustré par les documents accumulés lors de son mandat de président d'une section de l'Association québécoise de défense collective des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR). Enfin, les documents relatifs au soutien de la Solidarité Nord-Sud, notamment les relations étroites avec le Chili et sa population, sont nombreux.



Jacques Rouillard sur Ferrisson

Historien émérite et membre du conseil d'administration du CHAT, Jacques Rouillard a donné une entrevue mise en ligne récemment sur le site web ferrisson.com

Jacques Rouillard est l'un des rares historiens québécois qui se soit intéressé spécifiquement au mouvement ouvrier québécois. Il l'a fait avec abondance et minutie. Il est allé aux sources, essentiellement des écrits remontant aux débuts des organisations ouvrières, notamment dans les journaux à partir de la fin du XIX^e siècle.

En s'en tenant aux faits, Jacques Rouillard a découvert, au sein du mouvement syndical naissant, une mouvance progressiste articulée dès la fin du 19^e. Cette réalité historique nuance considérablement l'image rurale, religieuse et conservatrice du Québec de l'époque généralement véhiculée. Pour lui, la Révolution tranquille a commencé avec les revendications ouvrières, surtout celles des nombreux syndicats internationaux, dès le tournant du XX^e siècle.

Voir sur ferrisson.com/jacques-rouillard



Suite de la page 2

Rayonnement international

Le fonds informe également sur le rayonnement international du Chantier, que ce soit par sa participation aux Forums sociaux mondiaux au Brésil de 2002 à 2004 ou à des échanges Québec-France. Il fait aussi état des liens et collaborations avec l'OCDE et l'Organisation internationale du travail (OIT), l'organisation à Montréal du Forum international en économie sociale et solidaire en 2011, qui a réuni 1600 personnes de 70 pays, et de nombreuses missions à l'étranger dont l'Italie, l'Argentine, aux États-Unis et le Mexique et le Sénégal.

Le Chantier ayant été au cœur de réflexions novatrices le fonds contient aussi de très nombreux rapports, enquêtes, mémoires et analyses portant sur l'économie sociale rédigés par le Chantier ou commandés par lui. Ces documents traitent de la finance sociale, des enjeux de main-d'œuvre, des enjeux liés à la complémentarité entre les services publics et collectifs dans les soins aux personnes, les orientations et planification stratégiques et des propositions de politiques politiques au divers paliers gouvernementaux.

Comme on le voit, le fonds permet de témoigner de l'ensemble des activités du Chantier et de l'envergure de ses réalisations. Les chercheurs de différentes disciplines pourront donc y trouver les sources nécessaires pour mener à bien leur recherche.

L'Union internationale des employés de bureau, Section locale 57 et SEPB-Québec

Fonds P.47 : 1945-2003 et 2003-2016 -documents textuels.

La section locale 57 a été créée en 1945 à la suite de l'émission d'une charte par l'Union internationale des employés de bureau (UIEB). Cette dernière avait été créée la même année par la Fédération américaine du travail (FAT), mieux connue sous son sigle anglais, AFL, pour American Federation of Labor.

10 années sans permanence

Pendant les premières années d'existence de la section locale, la grande majorité de ses membres étaient des salarié-e-s de syndicats affiliés à la FAT. En 1955, la section locale ne comptait que 107 membres.

Au cours des années, l'Union internationale recrutera également plusieurs employés de bureau des compagnies papeteries au Québec, mais ils seront regroupés dans des sections locales distinctes de la section locale 57.

Pendant plus de dix ans, le syndicat n'a pas eu de personnel permanent au Québec. Les postes de président et de secrétaire étaient comblés bénévolement par des membres employés de syndicats.

Roméo Corbeil

Le premier salarié permanent, Roméo Corbeil, ne sera embauché qu'en 1956. Son travail acharné portera rapidement ses fruits. Des groupes importants se joindront bientôt à la section locale, dont les salariés cols blancs de Continental Can et Canadian Car et ceux de la Corporation de gaz naturel, qui deviendra Gaz Métropolitain en 1969 et Énergir en 2017.

En 1967, la syndicalisation par l'UIEPB des employé-e-s de la Banque d'épargne du district et de la cité de Montréal (qui deviendra la Banque Laurentienne en 1987),



constitue une première en Amérique du Nord. Ils sont regroupés dans la section locale 434 jusqu'à la désyndicalisation en 2021.

L'arrivée de nouveaux membres comme les employés de la Croix Bleue et ceux de municipalités, de commissions scolaires et d'entreprises diverses portent le membership de 1000 en 1965 et à plus de 2000 en 1970.

Conflits et enjeux majeurs

Au début des années 1970, la section locale 57 vit des conflits majeurs : lock-out au journal La Presse en 1971, et grève du Front-commun du secteur public en 1972.

La percée du syndicat dans les caisses populaires et autres institutions du mouvement Desjardins lui donne un regain nouveau. Après la syndicalisation d'une première caisse populaire en 1973, leur nombre de 35 à la fin de la décennie. Le syndicat y mènera des luttes exemplaires et s'y imposera comme la force syndicale incontournable.

Au cours des ans, le syndicat a continué à progresser et à se diversifier en recrutant des enseignants, des professionnels, dont des juristes et des employés d'ordres professionnels.

Le SEPB-Québec

En 2003 les membres, déjà regroupés par secteurs d'activités, ont pu former des sections locales distinctes, prenant la relève de la section locale 57.

En 2004, une autre grande étape est franchie lorsque les sections canadiennes de l'Union internationale des employés professionnels et de bureau, quittent la structure nord américaine pour former une organisation exclusivement canadienne, le Syndicat des employés professionnels et de bureau (SEPB), dont le SEPB-Québec est l'une des plus grandes composantes.